

Projet de règlement grand-ducal

relatif aux modalités de traitement des données à caractère personnel par le Service de renseignement de l'État

Avis du Conseil d'État

(11 octobre 2016)

Par dépêche du 9 juin 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré à son initiative.

Au texte du projet de règlement grand-ducal étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière.

L'avis de la Commission nationale pour la protection des données (ci-après « la CNPD ») a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 27 juillet 2016.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a comme but de réglementer le traitement, par le Service de renseignement de l'État (ci-après « le SRE »), des informations collectées dans le cadre de ses missions définies par la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État.

Il a comme base l'article 10, paragraphe 1^{er}, de la prédite loi qui dispose que le SRE procède au traitement des données personnelles qui sont nécessaires à l'accomplissement de ses missions légales et que ce traitement, qui s'effectue conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et notamment son article 17, fait l'objet d'un règlement grand-ducal. L'article 17 de la loi précitée du 2 août 2002 devra donc être ajouté au préambule en tant que fondement légal du projet de règlement grand-ducal sous avis.

Ainsi que l'indiquent les auteurs du projet sous avis, un premier projet de règlement grand-ducal avait été approuvé par le Conseil de gouvernement en date du 26 juillet 2013. Au vu du dépôt du projet de loi n° 6675 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État à la, qui est devenu entretemps la loi du 5 juillet 2016 précitée, les auteurs exposent qu'« il a été jugé opportun de mettre à jour le projet de règlement grand-ducal et de l'adapter aux nouvelles dispositions dudit projet de loi pour des raisons de cohérence juridique et d'efficacité pratique ».

Pour ce qui est des considérations principales ayant guidé les auteurs lors de la rédaction du projet de règlement grand-ducal sous avis, il est renvoyé à l'exposé des motifs qui précise par ailleurs que « le projet sous rubrique vise à concilier les impératifs de la sécurité nationale avec ceux de la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ».

Examen des articles

Article 1^{er}

En raison de la nature purement descriptive de l'article sous avis et de l'absence de tout caractère normatif, il est proposé d'en faire abstraction.

Article 2

L'article 10, paragraphe 3, de la loi précitée du 5 juillet 2016 dispose que le directeur du SRE est le responsable du traitement des données en question et prévoit la désignation d'un chargé de la protection des données dont il fixe les compétences. L'article sous avis est dès lors superfétatoire et à omettre.

Article 3

Le point a) n'appelle pas d'observation.

Au point b), le Conseil d'État se doit de souligner que la définition y retenue est trop vaste. En outre, une catégorisation des données ne saurait se faire à travers une référence à la manière dont elles ont été obtenues. Il y a dès lors lieu de définir les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées au lieu de se référer aux moyens et mesures de recherche mentionnées au chapitre 2 de la loi précitée du 5 juillet 2016.

Il en va de même des données visées au point c) dont la définition est également trop vaste. Par ailleurs, le projet de règlement grand-ducal¹ portant création et fixant les modalités de fonctionnement d'un fichier relatif au traitement des données à caractère personnel par le Service de Renseignement de l'Etat – volet Renseignement, dont le Conseil d'État avait été saisi pour avis le 30 juillet 2013 –, excluait explicitement le traitement des données à caractère personnel relatives à la santé et à la vie sexuelle (y compris le traitement de données génétiques). Le Conseil d'État s'interroge sur l'utilité, dans ce contexte, d'un traitement de ces données. En outre, dans la mesure où les dysfonctionnements relevés dans les conclusions et recommandations de la Chambre des députés et de la Commission d'enquête du 5 juillet 2013 ont aiguisé les suspicions des citoyens par rapport à tous traitements de renseignements, le Conseil d'État estime qu'il convient d'omettre les traitements des données relatives à l'appartenance syndicale qui ne paraissent *a priori* n'avoir aucun rapport avec les missions du SRE.

Au point d), il convient de viser l'article 9 de la loi précitée du 5 juillet 2016.

¹ Retiré du rôle.

Articles 4 et 5

Au paragraphe 2, le Conseil d'État partage l'avis de la CNPD qui estime excessive la durée de dix ans y prévue et propose de la réduire à cinq ans.

À l'article 4, paragraphe 3, le Conseil d'État s'interroge sur les motifs qui peuvent conduire à un transfert des données à caractère personnel à la partie archives plutôt qu'à une suppression pure et simple de ces données. D'après le commentaire de l'article, lorsque les données visées « n'ont plus leur place dans la partie active, mais continuent à présenter un intérêt certain pour l'accomplissement des missions du SRE : elles peuvent, sous le strict respect de critères bien déterminés et sur décision dûment motivée, être archivées ».

Or, ni l'article 4 ni l'article 5, qui indique que « la partie archives est destinée à recueillir des données à caractère personnel qui ne sont plus utiles dans l'immédiat à la surveillance et au contrôle d'activités d'une personne », ne déterminent plus amplement les critères d'après lesquels ces données peuvent être archivées au lieu d'être détruites. Le responsable du traitement ou son délégué semblent pouvoir en décider à leur guise. Le Conseil d'État estime utile de préciser plus en détail selon quels critères les données peuvent être archivées au lieu d'être détruites.

Article 6

Au paragraphe 1^{er}, la référence à l'article 2, que le Conseil d'État demande de supprimer, est à omettre.

Article 7

Pour ce qui de l'autorisation d'accès à la partie active, il conviendrait de préciser que son étendue doit être modulée selon les besoins de chaque agent afin d'éviter que les agents concernés n'aient, d'office, accès à toutes les données, à l'instar de ce que préconise la CNPD dans son avis précité.

Article 8

Pour ce qui est du paragraphe 2 de l'article sous avis, et ainsi que le propose également la CNPD, le Conseil d'État estime utile de prévoir à cet endroit une obligation de contrôle régulier des données de journalisation.

Article 9

L'article sous avis impose d'effacer les données de journalisation après un délai de trois ans à compter de leur premier enregistrement. Or, les infractions à la loi précitée du 2 août 2002 constituent des délits dont l'action publique se prescrit après cinq ans en vertu de l'article 639 du Code d'instruction criminelle. Il s'impose dès lors d'aligner le délai de conservation des données journalières par rapport au délai de prescription de l'action publique prévu au prédit article 639.

Articles 10 et 11

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Préambule

Eu égard à la fiche financière qui est jointe au projet de règlement grand-ducal, il faudra compléter le préambule par une référence à la fiche financière, prescrite par l'article 79, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Ainsi qu'il a été observé à l'endroit des considérations générales du présent avis il convient d'indiquer l'article 17 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel comme fondement légal du règlement grand-ducal en projet.

En outre, la mention de l'avis du ministre ayant le Budget dans ses attributions devra être indiquée au préambule en tant que rapport de ce ministre au Grand-Duc.

Article 3

Au point a), il convient d'adapter la terminologie à celle utilisée par la loi précitée du 5 juillet 2016 et il y a dès lors lieu d'écrire « (...) à caractère personnel résultant de l'accès aux traitements de données à caractère personnel et de la communication (...) ».

Article 11

Le ministre ayant le Budget dans ses attributions, dont le contreseing s'impose pour les règlements entraînant des dépenses à charge de l'État, devra figurer parmi les ministres chargés de l'exécution du règlement grand-ducal.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 octobre 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes